

Revue de presse hebdo 32

DU VENDREDI, 17 JUIN 2016

La semaine du 13 au 19 juin 2016 a été marquée dans la presse au Togo par les échos des divergences de vues des acteurs de la vie politique pour conduire aux réformes constitutionnelles et institutionnelles, les accords signés pour booster la coopération germano-togolaise au terme de la visite du chef de l'Etat en Allemagne, l'élection de M. Pitang Tchalla à la tête de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, les bons offices de Togbui Agokoli IV pour réconcilier les fils du pays guin dans le cadre de la 354e édition de la fête traditionnelle «Epe-Ekpé» en septembre.

Pour en parler, nous avons parcouru quelques journaux de la semaine.

Réformes politiques au Togo : toujours des divergences de vues

Les Togolais rêvent de réformes politiques et institutionnelles mais les voies pour y parvenir sont divergentes. A preuve, les différentes manifestations enregistrées ces derniers jours au sein de l'opposition mais aussi au sein de la société civile. A retenir le débat organisé par la chaîne de télévision LCF et qui a vu la participation de représentants du pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), de l'opposition notamment l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le Comité d'action pour le renouveau (CAR), l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI), l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS) et les associations de la société civile togolaise.

Débat public sur le thème « Réformes politiques-décentralisation et réconciliation nationale...

Les échos de la rencontre initiée par la *Plateforme Citoyenne Justice et Vérité (PCJV)* qui a organisé le 9 juin dernier en collaboration avec *L'initiative Baromètre* un débat public sur le thème « Réformes politiques-décentralisation et réconciliation nationale, regards croisés des acteurs politiques et de la société civile » est à découvrir dans **Togo-Presse** n°9808 du 13 juin 2016 sous le titre « Processus de réconciliation nationale : une conférence publique débat des sujets d'actualité. » Le quotidien rappelle que divers sujets meubleront les futures rencontres pour le bien des populations. « Politiciens et acteurs de la société civile se prononcent », s'exclame **Nouvelle opinion** n°486 du 13 juin 2016 qui revient sur l'ambiance qui a régné au cours du débat. « Les partis politiques et la société civile, écrit le journal, ont donné leur point de vue sur la question de décentralisation dans un débat houleux qui prouve à suffisance ce que, la polémique est loin de finir entre les acteurs politiques. Mais au regard de tout ce qui précède, il convient de rappeler que les réformes politiques et la question de la décentralisation qui donne matière à tergiverser doit se faire dans un cadre légal qui reste et demeure l'assemblée nationale. » D'autres échos font les choux gras de la presse au sujet de ce débat. « Et Maganawe cria tout haut ce que UNIR pensait tout bas : l'Accord Politique Global est caduc », titre **Le télégramme** n°31 du 13 juin 2016 qui relève également d'autres points de vue : Isabelle Ameganvi, 2^e vice-présidente de l'ANC, qui se dit heureuse que le représentant d'UNIR ne veuille pas des réformes ; Jean Degli, président 'Bâtir le Togo', une organisation de la société civile, qui avertit que la communauté internationale et nationale a compris que le Togo avait un certain nombre de problèmes récurrents à régler ; Me Dodji Apévon a tenu à rappeler au représentant d'UNIR les réformes 'essentielles' à faire à savoir la limitation de mandat, le modèle de scrutin, la transparence des élections et le problème du découpage électoral ; Dr Kperkouma Walla d'ADDI qui rappelle que l'essentiel des réformes qui doivent être opérées afin de créer une atmosphère apaisée ne sont pas encore faites ; Agbeyome Kodjo, président d'OBUTS, a rappelé que la crise togolaise est née du fait que l'opposition togolaise a boycotté les élections d'octobre 2002, ce qui a permis au Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) à disposer des 4/5 à l'Assemblée nationale pour modifier la Constitution en ses points l'âge d'éligibilité, la limitation de mandat et le scrutin uninominal majoritaire à deux tours. « Florent Manganawé signe dangereusement l'arrêt de mort de l'APG », s'exclame **Le patriote** n°283 du 15 juin 2016 qui laisse croire que « cette déclaration semble prendre à contre-pied la position réelle

du parti présidentiel UNIR qui a toujours clamé haut son attachement à cet accord historique dans sa gestion quotidienne du pouvoir. » Les mêmes informations sont à découvrir dans **Liberté** n° 2213 du 13 juin 2016 sous le titre « Avenir ombrageux pour le Togo : le RPT/UNIR décrète la caducité de l'APG, adieu les réformes ! » Le journal qui écrit que même le directeur de la Décentralisation, Amlalo Messan Sedoh qui représentait le Gouvernement à ce débat n'a pas apprécié les déclarations de Florent Maganawé. « On doit simplement avoir peur pour l'avenir du pays », conclut le journal qui, dans un autre article, rapporte le meeting de la Jeunesse de l'ANC de Djifa-Kpota dans la banlieue de Lomé autour de la question des réformes et annonce les manifestations similaires prévues à Tsévié le 18 juin, Togblékopé le 19 et le 25 à Lomé. On peut relever cette petite phrase de Jean Eklou, président de la jeunesse de l'ANC, qui se demande si les réformes sont du domaine du HCRRUN et s'il faudra envoyer une délégation pour les discussions envisagées par l'Institution sur les réformes. « Encore une situation d'enlèvement », s'exclame **Le fondement juridique** n°006 du 15 juin 2016 qui sous-entend que UNIR privilégie les réformes socioéconomiques alors que l'opposition réclame les réformes politiques. L'hebdomadaire revient sur l'article 3 de l'Accord Politique Global sur les réformes intitulé « La poursuite des réformes constitutionnelles et institutionnelles nécessaires à la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance. » Pour **La dépêche** n° 825 du 15 juin 2016, « Florent Maganawé sonne le glas de l'APG et Amlalo Messan annonce les locales en 2017. » « Florent Manganawé pète les plombs et met à nu le plan du parti RPT/UNIR », s'exclame **The guardian** n°16 du 16 juin 2016.

...Déclaration de Faure Gnassingbé au cours d'une interview sur la Deutsche Welle...

Une déclaration de Faure Gnassingbé au cours d'une interview sur la Deutsche Welle au sujet des réformes au Togo et l'actualité politique sur le continent a été diversement perçue par les journaux togolais. **Le libéral** n°256 du 16 juin 2016 transcrit l'interview sous le titre « Faure Gnassingbé sur la Deutsche Welle : '...nous, nous n'avons pas la limitation de mandat, mais nous avons une réforme politique qui est programmée et prévue ...' ». **L'éveil de la nation** n°451 du 17 juin 2016 en fait de même sous le titre « Interview de Faure Gnassingbé à la chaîne Deutsche Welle : 'en toute humilité, je voudrais que le débat soit ouvert sans tabou et sans arrière pensée.' » Sur la problématique des réformes politiques au Togo, l'hebdomadaire souligne la préoccupation du chef de l'Etat qui invite les universitaires et la société civile à se saisir du débat et à faire des propositions objectives. **Le dialogue** n°31 du 17 juin 2016 titre sur la même approche : « Faure Gnassingbé : 'mon souhait (...) c'est que ce débat soit mené par les intellectuels, des universitaires et qu'ils puissent nous donner des pistes...' » « Interview de Faure Gnassingbé à propos de la limitation de mandat : 'je pense que si on uniformise toutes les constitutions et dire que tout doit être limité à deux mandats, il y aura des problèmes ici et là' », titre **Le changement** n°509 du 16 juin 2016. A la une de **Liberté** n°2216 du 16 juin 2016 on lit : « Limitation de mandat et alternance : Faure Gnassingbé révèle au grand jour ses réelles intentions et répond à la CEDEAO ». Le journal relève également cette citation du chef de l'Etat : « l'interrogation qui est la mienne aujourd'hui, c'est de savoir si on peut appliquer la même règle dans tous les pays. » Sous le titre « La bourde de Faure à Berlin », **La dépêche** n° 825 du 15 juin 2016 écrit : « si Faure sait qu'il a un contentieux avec les Togolais, ce qui l'empêche de faire les réformes, qu'il le dise sincèrement et nous l'aiderons à s'en sortir. » « Le n°1 togolais se trompe », vocifère Mme Brigitte Adjamagbo Johnson, présidente du Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015) dans des propos recueillis par l'agence **Savoir news**, et repris par **Liberté** n° 2217 du 17 juin 2016. « Limitation de mandats présidentiels : fini le doute sur la position de Faure Gnassingbé sur la question et place aux débats, qui s'annoncent d'ores et déjà très houleux », tranche **Togomatin** n°96 du 16 juin 2016.

L'atelier de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles

L'atelier de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles que le Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) compte organiser du 11 au 15 juillet prochain commence à faire couler de l'encre et de la salive. **Forum de la semaine** n° 2140 du 16 juin 2016 publie un article qui annonce l'atelier sous le titre « Le HCRRUN ouvre la réflexion sur les réformes politiques en juillet prochain ». Le journal se réfère à l'interview

accordée par Faure Gnassingbé à Deutsche Welle où « le président togolais émettait son souhait de voir le débat autour de la question des réformes et surtout de la limitation des mandats présidentiels sur le continent africain, être mené par des acteurs qui ne sont pas politiques mais des intellectuels, des universitaires et la société civile africaine qu'il juge dynamique pour ces genres de débat dans une certaine neutralité. » Toujours dans la même publication, l'attitude de l'ANC qui émet une objection sur sa participation ou non à l'atelier du HCRRUN s'étale au grand jour. Le journal évoque, dans un article intitulé « Politique togolaise/Rencontre de réflexion du HCRRUN : l'ANC déjà dans l'objection », la longue lettre envoyée par la 2^{ème} Vice-présidente à la présidente de l'Institution pour exprimer sa surprise en ce qui concerne l'étape où nous en sommes, dix ans après l'Accord Politique Global, pour organiser maintenant seulement un atelier de réflexion sur les réformes politiques et institutionnelles. Sur le même sujet **Liberté** n°2216 du 16 juin 2016 publie l'intégralité du courrier adressée par Me Isabelle Ameganvi à la présidente du HCRRUN sous le titre « Atelier du HCRRUN/Lettre de recadrage de l'ANC : l'initiative du HCRRUN ressemble fort à un subterfuge visant à aider le pouvoir en place à enterrer les réformes politiques. » Pour **L'éveil de la nation** n°451 du 17 juin 2016, « l'opposition togolaise est plus que jamais désorientée. L'ANC prône le dialogue mais esquive une invitation du HCRRUN. » « Toutes les gesticulations qui ont cours au sein des partis politiques et leurs partisans n'ont pas leur raison d'être », conclut **Le dialogue** n°31 du 17 juin 2016.

Relations Togo/Allemagne : des accords pour booster la coopération

Dans le cadre du renforcement des relations germano-togolaises, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a effectué une visite en Allemagne du 9 au 14 juin 2016. Là-bas, il a rencontré de hautes personnalités et la diaspora togolaise. L'Allemagne est prête à déboursier une enveloppe de 60 millions d'euros soit environ 40 milliards de F CFA d'aide pour l'année 2016-2017.

« Voyage officiel du chef de l'Etat en Allemagne : Plusieurs acquis économiques, environ 40 milliards de FCFA d'accord de financement signé », titre qui barre la une de **Togo-Presse** n°9812 du 17 juin 2016 qui revient sur les différentes étapes du séjour en Allemagne, en Bavière, la rencontre avec la diaspora, les divers entretiens, le diner offert en son honneur. « Plus de 40 milliards pour les projets 2016-2017 », titre **Golfe info** n°1105 du 13 juin 2016 qui précise que le financement est destiné aux secteurs-clé, cibles de la coopération germano-togolaise, que sont la santé, l'énergie, l'agriculture, la formation professionnelle et l'assistance aux couches vulnérables paysannes. » **Togoréveil** n°226 du 14 juin 2016 est dans la même ligne en titrant « Fin du séjour de Faure Gnassingbé en Allemagne : le Togo obtient 60 millions d'euros pour le financement des secteurs prioritaires. » **Focus infos** n°159 du 15 juin 2016 abonde dans le même sens en levant le voile sur le contenu de l'accord intervenu entre les deux pays. « Il s'agit essentiellement d'un engagement financier de la RFA pour la période 2016-2017, avec d'une part 54 millions d'euros dont 27 millions pour les projets/programme de la coopération financière et 27 autres pour le projet/programmes de la coopération technique », rassure le journal. La même information est à la une de **Le messager** n°489 du 15 juin 2016 sous le titre « L'Allemagne et le Togo : main dans la main, 40 milliards FCFA d'aide destinés au Togo pour la période 2016-2017. » **Nouvelle opinion** n°486 du 13 juin 2016 titre sur la visite avec une citation de la chancelière. « Angela Merkel : le Togo est sur la voie du progrès, les résultats sont très encourageants et l'Allemagne est disposée à s'engager pour la réussite. » Même si le Togo est sur la voie du progrès, note **Le télégramme** n°31 du 13 juin 2016 relève quelques points faibles, notamment le débat actuel sur la décentralisation qui bat son plein sur la scène politique. **Le fondement juridique** n°006 du 15 juin 2016 reprend une dépêche de **republicoftogo.com** sous le titre « Faure à la rencontre des Togolais d'Allemagne. » « Faure Gnassingbé en parfaite symbiose avec la diaspora togolaise en Allemagne », note **Le libéral** n°256 du 16 juin 2016 qui indique que « la manif pour dénoncer la prétendue dictature au Togo organisée par quelques sans domicile fixe en Allemagne n'a pas drainé du monde. » « La diaspora togolaise proteste contre la présence de Faure en Allemagne et exige l'effectivité des réformes », s'exclame **Liberté** n° 2213 du 13 juin 2016 qui publie la déclaration de la diaspora qui qualifie le Togo de pays 'atypique'. Trois manifestants ont été brièvement interpellés avant d'être relâchés. **L'alternative** n°531 du 14 juin 2016 publie la même déclaration sous le titre « Message de protestation de la diaspora togolaise en Allemagne contre la visite de monsieur Faure Gnassingbé à

Berlin. » « La diaspora, écrit **Le correcteur** n°702 du 13 juin 2016, n'entend du moins pas baisser les bras et compte se faire entendre à chaque fois que les représentants du pouvoir de Lomé se déplaceront en Europe. » « Manifestation contre la reprise de la coopération entre l'Allemagne et le Togo : la bêtise d'une minorité de la diaspora en Allemagne », s'exclame **Le messager** n°489 du 15 juin 2016 qui reconnaît que « les problèmes politiques sont une réalité au Togo, surtout celles relatives aux réformes politiques. » Sous le titre « Fiasco de l'appel à manifester contre la venue de Faure Gnassingbé à Berlin », a plutôt constaté **Focus infos** n°159 du 15 juin 2016.

Le chien aboie, la caravane passe. C'est ainsi qu'on peut imaginer l'ambiance qui règne au Forum économique Allemagne-Togo organisé le 13 juin à Munich dans le cadre de la visite du président Faure Gnassingbé en Bavière, « une occasion pour les intervenants de rappeler que le marché togolais offrait désormais d'excellentes opportunités aux investisseurs », lit-on dans les colonnes de **Forum de la semaine** n°2138 du 14 juin 2016. Autre son de cloche dans les colonnes de **Liberté** n°2214 du 14 juin 2016 qui titre « Voyages tous azimuts et quête de fonds : une mendicité de financements et des humiliations que Faure Gnassingbé pouvait éviter. » « Une relation aux contours obscurs sur fond de roublardise et de mensonge », s'exclame **Le perroquet** n°333 du 16 juin 2016. Ce n'est pas l'avis de **L'éveil de la nation** n°451 du 17 juin 2016 pour qui « les retombées de cette coopération ne vont pas se faire attendre et c'est le Togo qui en sera gagnant. » Même son de cloche dans **Le dialogue** n°31 du 17 juin 2016, qui indique que « le Togo sort bénéfique de cette visite sur le plan économique, politique et financier pour son développement. »

HAAC : le nouveau bureau élu présidé par M. Pitang Tchalla

M. Pitang Tchalla (ancien ministre de la communication) a été élu le 16 juin à la tête de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC). Le nouveau bureau a pour vice-président Octave Olympio. Mathias Ayéna et Badjibassa Babaka, sont les deux rapporteurs. L'élection s'est déroulée en présence de tous les membres de l'Institution sous la supervision de Me Bruno Paraiso, Huissier de justice. Pitang Tchalla succède à Biossey Kokou Tozoun, décédé en février dernier.

« Une élection sans surprise », s'exclame **Forum de la semaine** n°2141 du 17 juin 2016. « Sans surprise, Pitang Tchalla élu président de la HAAC par ses pairs », titre **L'union** n°924 du 17 juin 2016. « La HAAC a élu son bureau », lit-on dans **Liberté** n° 2217 du 17 juin 2016 qui publie le communiqué signé par le Président du Bureau d'âge tout comme **Togo-Presse** n°9812 du 17 juin 2016. « Comme l'on pouvait s'y attendre, l'ancien ministre de la communication Pitang Tchalla a été choisi pour prendre la tête de l'institution en charge de la régulation des médias », note **L'éveil de la nation** n°451 du 17 juin 2016. Pitang Tchalla prend les commandes de la HAAC », titre **L'alternative** n°532 du 17 juin 2016.

Réconciliation : Préparatifs de la 354e édition de la fête traditionnelle «Epé-Ekpé».

Une délégation des prêtres traditionnels des 41 divinités du peuple Guin élargie aux chefs de clans a rencontré, le mardi 7 juin à Lomé, le président de l'Union Nationale des Chefs Traditionnels du Togo (UNCTT), Togbui Agboli Agokoli IV, dans le cadre des préparatifs de la 354e édition de la fête traditionnelle «Epé-Ekpé».

« L'objectif de cette rencontre, indique une dépêche de l'ATOP du 8 juin 2016 reprise par **Togo-Presse** n°9809 du 14 juin 2016, est d'informer Togbui Agokoli IV sur le respect et l'acceptation de toutes décisions émanant du roi du peuple Guin, Gê Fiogan Sédégbé Foli-Bébé XV, par les prêtres et chef de clans qui sont tous sous son autorité. Il s'agit également d'impliquer Togbui Agokoli IV, dans le règlement des différends qui entourent la fête Epé-Ekpé et surtout de la prise de la pierre sacrée afin de les aider à trouver un consensus pour la paix, la réconciliation et l'entente entre les peuples Guin. » La même information est présentée dans **Forum de la semaine** n°2138 du 14 juin 2016 sous le titre « Menace d'accrochages lors de la prise de la pierre sacrée en pays Guin : le Roi Agokoli IV joue au

démineur ». En attendant que cette médiation ne tire ses conclusions, écrit le quotidien privé, il est à noter que les possibilités de pugilat autour de la prise de la pierre sacrée le 1^{er} septembre prochain restent intactes nourrissant ainsi des interrogations sur l'opportunité ou non de la 354^{ème} édition de ce rite traditionnel en pays guin. »

Voilà pour l'essentiel et bonne réception, car ainsi va la presse togolaise qui vous invite à méditer ce proverbe rwandais : **« La route n'enseigne pas au voyageur ce qui l'attend à l'étape. »**

Lomé, le 17 juin 2016

L'expert national

Amévi DABLA